

CHAPITRE V. — *Autres délégations*

Art. 11. Le Président est désigné pour :

1. certifier conforme des extraits ou copies d'arrêtés, de contrats ou de pièces d'archives;
2. signer les « bons à tirer » à donner au *Moniteur belge* en vue de la publication des arrêtés et extraits d'arrêtés;
3. permettre des missions à l'étranger, imputables à l'allocation de base 60.23.12.02 du budget du Service public de Programmation Politique scientifique.

Art. 12. Le Président du Service public de Programmation Politique scientifique peut désigner un fonctionnaire chargé de signer, en ses lieu et place, les actes visés à l'article 11 du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 13. L'arrêté ministériel du 23 septembre 1999 portant délégation de signature au Secrétaire général des Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 15 juillet 2005.

Art. 15. Copie du présent arrêté sera transmise pour information à la Cour des Comptes.

Bruxelles, le 14 juillet 2005.

M. VERWILGHEN

HOOFDSTUK V. — *Andere delegaties*

Art. 11. De Voorzitter wordt aangewezen voor :

1. het voor eensluidend verklaren van uittreksels of kopieën van besluiten, contracten of archiefstukken;
2. het ondertekenen van het « goed voor drukken » aan het *Belgisch Staatsblad* voor de publicatie van besluiten en uittreksels van besluiten;
3. het verlenen van toestemming voor buitenlandse zendingen die geïmputeerd worden op de basisallocatie 60.23.12.02 van de begroting van de Programmatorische Federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid.

Art. 12. De Voorzitter van Programmatorische Federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid kan een ambtenaar aanwijzen die belast wordt met het ondertekenen in zijn plaats, van de handelingen bedoeld in artikel 11 van dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Het ministerieel besluit van 23 september 1999 houdende delegatie van handtekening aan Secretaris-generaal van de Federale diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 juli 2005.

Art. 15. Een kopie van dit besluit zal ter informatie aan het Rekenhof gestuurd worden.

Brussel, 14 juli 2005.

M. VERWILGHEN

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1819

[2005/201988]

7 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux blanchisseries industrielles, teintureries, salons lavoirs, services de nettoyage de vêtements, linges et autres textiles pour particuliers à l'exclusion du nettoyage à sec

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9;

Vu l'avis 37.458/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 juillet 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux blanchisseries industrielles, teintureries, salons lavoirs, services de nettoyage de vêtements, linges et autres textiles pour particuliers à l'exclusion du nettoyage à sec, visées par les rubriques 93.01.01.01 et 93.01.01.02 de l'annexe I^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

- 1^o produits lessiviels : tout produit liquide ou solide utilisé pour le nettoyage à l'eau du linge;
- 2^o liquide : produit qui, aux conditions standard, en l'occurrence 20 °C et un bar absolu, n'est pas gazeux et dont la viscosité dynamique est inférieure ou égale à 5 000 mPa.s;
- 3^o solide : produit qui, aux conditions standard, en l'occurrence 20 °C et un bar absolu, a une viscosité dynamique supérieure à 5 000 mPa.s;

4° DCO : la demande chimique en oxygène;

5° DBO : la demande biochimique en oxygène;

6° AOX : substances organiques contenant des halogènes absorbables sur charbon actif;

7° MES : matière en suspension;

8° établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que tout établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

Art. 3. Les locaux de l'établissement sont construits en matériaux durs et étanches à toutes émissions de buées et autres émanations.

Art. 4. Les tuyauteries, pompes, vannes et autres accessoires, notamment pour l'alimentation en produits lessiviels des machines à laver et pour le traitement des eaux usées, sont conçus et réalisés en fonction des caractéristiques des liquides véhiculés.

Ils présentent notamment une résistance mécanique et chimique à ces liquides.

Art. 5. Le sol du local où se trouvent des machines à laver est muni d'un revêtement imperméable et antidérapant, à pente suffisante et régulière vers un collecteur raccordé sur le circuit d'évacuation des eaux usées industrielles.

Art. 6. Si des tuyauteries traversent la paroi d'un encuvement, notamment tel que visé à l'article 8, l'étanchéité de cet encuvement est préservée.

Art. 7. Les canalisations susceptibles de contenir des produits lessiviels sont visibles sur tout leur parcours pour permettre leur examen visuel.

Si cette condition ne peut être remplie, des mesures particulières sont prises pour garantir l'étanchéité des canalisations.

Art. 8. Les mesures nécessaires sont prises pour éviter la pénétration dans le sol des liquides s'échappant accidentellement. Il convient notamment :

1° de placer les cuves de produits lessiviels dans un encuvement étanche aux liquides qu'ils sont susceptibles de contenir ou de prévoir un dispositif de recueil des liquides;

2° que les parois de l'encuvement présentent une résistance mécanique et une inertie chimique vis-à-vis des liquides;

3° que la capacité de l'encuvement soit au moins égale à la capacité de la plus grande des cuves qui y sont situées;

4° que les orifices de remplissage, pompes, vannes,... soient - autant que possible - placés dans ou au-dessus d'un encuvement étanche ou d'un dispositif de recueil des liquides.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

Art. 9. Toute activité s'effectue en local fermé, excepté pour répondre à des contraintes logistiques.

Art. 10. Tout stockage, même temporaire, de linge à l'extérieur est interdit.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

Art. 11. Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

Art. 12. Des systèmes d'extinction adaptés au type de feu susceptible de se produire sont mises en place au niveau des installations de séchage.

Art. 13. Des précautions sont prises afin de prévenir les rejets accidentels en cas de fuites des stocks de produits lessiviels liquides.

Art. 14. Une conduite d'égout réservée aux aires de stockage est placée et raccordée, soit à un bac non relié au milieu récepteur, soit à un bac de rétention sous la cuve du produit.

Art. 15. L'accès aux locaux contenant du linge ou des produits lessiviels est interdit au public non autorisé.

Art. 16. L'exploitant dispose en permanence de tout type de produit ou matières tels que des filtres à manche, des produits de neutralisation, des liquides inhibiteurs, des produits absorbants pour protéger l'environnement en cas d'accident.

CHAPITRE V. — *Eau*

Section 1^{re}. — Prise d'eau

Art. 17. Afin de limiter la consommation en eau, les possibilités de réutilisation ou de recyclage des eaux après leur usage sont investiguées et évaluées en fonction des coûts, des normes de réutilisation en interne et de la composition des eaux usées.

Des mesures visant à réduire la consommation sont prises en matière de blanchisserie dont notamment :

1° l'utilisation de machines programmables qui permet d'ajuster les consommations en eau et en produits lessiviels aux quantités requises pour un nettoyage efficace;

2° l'installation d'une gamme de machine dont la capacité est en relation avec le poids de linge traité, de manière à réduire les consommations;

3° toute autre technologie équivalente.

Section 2. — Rejets d'eau

Art. 18. Les dispositions de l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales ne s'appliquent pas au présent chapitre.

Art. 19. L'exploitant des établissements générant un rejet d'eaux usées prend des mesures pour séparer les différents flux d'eaux usées industrielles, domestiques et pluviales.

Art. 20. Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire respectent les conditions suivantes :

1° le pH est compris entre 6.5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6.5 peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la teneur de DBO5 ne peut excéder 100 mgO₂/l pour les rejets de 120 kg DBO5 par jour ou plus avant épuration. Pour les rejets inférieurs à 120kg DBO5 par jour avant épuration la DBO5 ne peut dépasser 150 mg/l;

3° la teneur de DCO ne peut excéder 700 mgO₂/l pour les rejets de 1 500 kg DCO par jour ou plus avant épuration. Pour les rejets inférieurs à 1 500 kg DCO par jour avant épuration la DCO ne peut excéder 1000 mgO₂/l;

4° la teneur des matières en suspension ne peut excéder 100 mg/l;

5° la teneur de matières sédimentables ne peut excéder 0,5 ml/l;

6° la teneur des hydrocarbures non polaires extractibles au moyen d'un solvant autorisé et compatible avec les méthodes d'analyses par infra-rouge ou par chromatographie en phase gazeuse, ne peut excéder 5 mg/l;

7° la teneur de détergents totaux ne peut excéder 15 mg/l;

8° la température ne peut dépasser 30 °C;

9° la teneur du phosphore total ne peut excéder 15 mg/l;

10° pour des établissements d'une capacité de production installée supérieure à 107 tonnes par jour la teneur de l'azote Kjeldahl ne peut excéder 50 mg/l;

11° la teneur en azote total ne peut excéder 50 mg/l pour les établissements d'une capacité de production installée supérieure à 107 tonnes par jour avant épuration;

12° la teneur des AOX ne peut excéder :

a) 18 g/tonne pour le lavage du linge hospitalier et des maisons de soins de santé;

b) 40 g/tonne pour le lavage du linge de travail des entreprises agro-alimentaires.

Ces dispositions ne s'appliquent pas :

a) si l'ensemble du linge concerné par cette mesure est inférieur à 10 % de l'ensemble du linge traité par l'établissement;

b) si l'établissement prouve l'application d'une technologie éliminant le risque de rejet de composé organo halogéné;

c) en cas d'épidémie nécessitant un traitement approprié.

Les mesures sont réalisées sur des échantillons prélevés proportionnellement au débit durant une période de deux heures;

13° pour le lavage des vêtements de travail autres que ceux cités au 12°, les teneurs moyennes d'un échantillon prélevé proportionnellement au débit durant une période de deux heures ne peuvent dépasser les valeurs suivantes :

AOX : 2 mg/l,

Cuivre total : 0,5 mg/l,

Chrome total : 0,5 mg/l,

Nickel total : 0,5 mg/l,

Plomb total : 0,5 mg/l,

Cadmium total : 0,1 mg/l,

Mercuré total : 0,05 mg/l,

Zinc total : 2 mg/l,

Arsenic total : 0,1 mg/l;

14° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances dangereuses visées aux articles R.131 à R.141 du Code de l'eau.

Art. 21. Les eaux industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH doit être compris entre 6,5 et 10,5;

2° la teneur en DCO ne peut excéder 3 000 mgO₂/l;

3° la teneur en MES ne peut excéder 1 000 mg/l;

4° la teneur en détergents totaux ne peut excéder 120 mg/l;

5° la température ne peut excéder 45 degrés Celsius;

6° la taille des matières en suspension ne peut excéder 10 mm;

7° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole ne peut excéder 500 mg/l;

8° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances dangereuses visées aux articles R.131 à R.141 du Code de l'eau.

Art. 22. Le volume de référence appliqué pour le calcul des normes de rejet en eau de surface ou en égout visées aux articles 20 et 21 est de :

1° pour les établissements qui travaillent avec un système continu, le volume d'eau de référence est de 15 litres d'eau rejetés par kg de linge lavé;

2° pour les établissements qui travaillent avec un système discontinu, le volume d'eau de référence est de 30 litres d'eau rejetés par kg de linge lavé;

3° pour la teinture de linge neuf, le volume d'eau de référence est de 30 litres d'eau rejetés par kg de linge teint;

4° pour les établissements dont le volume spécifique est inférieur ou supérieur au volume spécifique de référence, les valeurs du présent arrêté sont à augmenter ou à réduire dans la même proportion.

Cette disposition n'est pas d'application pour les paramètres microbiologiques (DBO non compris), le pH, la température, le goût, la couleur et l'odeur.

CHAPITRE VI. — *Air*

Art. 23. Les émissions de buées et autres émanations sont aspirées à l'endroit où elles sont générées.

Art. 24. Les rejets des aérosols, des poussières, des fumées, des gaz, des vapeurs, des buées, des odeurs et autres émanations dans l'atmosphère se font à une hauteur et à une distance suffisante pour assurer une bonne dispersion.

Dans ce but :

1° soit l'orifice d'évacuation débouche à une hauteur dépassant d'au moins un mètre le faite du toit de tout immeuble situé dans un rayon de 10 mètres de la cheminée. Dans ce cas, le conduit est solidement fixé à la construction, sauf éventuellement sa partie supérieure qui peut être libre sur une hauteur de 3 mètres à condition de présenter une résistance suffisante au vent;

2° soit l'orifice d'évacuation débouche à une distance mesurée horizontalement d'au moins 10 mètres de toute ouverture (porte, fenêtre) de locaux d'habitation.

CHAPITRE VII. — *Vibration*

Art. 25. Les précautions nécessaires sont prises pour que les vibrations qui pourraient être engendrées par le fonctionnement divers des machines ou de tout autre type de dispositif ou par procédés de travail mis en œuvre ne puissent nuire à la stabilité des constructions.

Si nécessaire, des matières ou des dispositifs amortissant les bruits et les vibrations tels que les doubles parois, les contre-murs, les tranchées ou tout autre système sont employés pour réduire ces nuisances.

CHAPITRE VIII. — *Déchets*

Art. 26. L'incinération de déchets est interdite.

Art. 27. Les résidus de filtration des eaux usées et les boues d'épuration sont stockés dans des conteneurs étanches.

CHAPITRE IX. — *Contrôle et surveillance*

Art. 28. Le déversement accidentel en eau de surface est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance.

Le déversement accidentel dans les égouts est signalé au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'Intercommunale.

Art. 29. Les indications suivantes sont consignées dans le registre des déchets, en ce compris les textiles usagés éliminés comme déchet et les boues d'épuration :

1° la quantité du déchet collecté et son code d'identification;

2° la date d'enlèvement de déchet;

3° l'identité du collecteur agréé;

4° la méthode et le site d'élimination ou de valorisation des déchets ou l'identité du collecteur enregistré à qui ces déchets ont été cédés.

Art. 30. L'exploitant est tenu de fournir la preuve de l'enlèvement des déchets à toute demande du fonctionnaire chargé de la surveillance. A cette fin, l'exploitant conserve, en annexe du registre, la preuve de l'enlèvement des déchets.

CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 31. Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° l'article 5 ne s'applique pas aux établissements existants;

2° les articles 24 et 25 s'appliquent aux établissements existants pour au plus tard le 1^{er} janvier 2009.

Art. 32. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 33. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1819

[2005/201988]

7. JULI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der sektorbezogenen Bedingungen bezüglich der Industriegewäschereien, Färbereien, Waschalons, Dienste zur Reinigung von Bekleidung, Wäsche und sonstigen Textilien für Privatpersonen mit Ausnahme der Trockenreinigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 6, 7, 8 und 9;

Aufgrund des am 19. Juli 2004 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 37.458/2/V des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind auf die Industriegewäschereien, Färbereien, Waschalons, Dienste zur Reinigung von Bekleidung, Wäsche und sonstigen Textilien für Privatpersonen mit Ausnahme der Trockenreinigung anwendbar, die in den Rubriken 93.01.01.01 und 93.01.01.02 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden.

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Waschlaugen: alle flüssigen oder festen Produkte, die zum Waschen der Wäsche mit Wasser verwendet werden;

2° Flüssigkeit: Produkt, das unter Standardbedingungen und zwar bei 20°C Grad und 1 bar absolut nicht gasförmig ist und dessen dynamische Viskosität 5000 mPa.s nicht übertrifft;

3° Feststoff: Produkt, das unter Standardbedingungen und zwar bei 20°C Grad und 1 bar absolut eine dynamische Viskosität von mehr als 5000 mPa.s aufweist;

4° CSB: chemischer Sauerstoffbedarf;

5° BSB: biochemischer Sauerstoffbedarf;

6° AOX: organische Stoffe, die auf Aktivkohle absorbierbare Halogene enthalten;

7° SS: Schwebstoff;

8° bestehender Betrieb: jeder Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen worden ist oder dessen Bewirtschaftung durch eine Genehmigung gedeckt ist, die auf der Grundlage eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellt worden ist, sowie jeder Betrieb, für den ein Antrag auf Genehmigung zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist.

KAPITEL II — Standort und Bau

Art. 3 - Die Räumlichkeiten des Betriebs bestehen aus harten Materialien, die gar keine Brüden oder anderen Ausdünstungen durchlassen.

Art. 4 - Die Rohrleitungen, Pumpen, Schieber und anderen Zubehörteile, die insbesondere für die Versorgung der Waschmaschinen mit Waschlaugen und für die Behandlung des Abwassers vorgesehen sind, werden unter Berücksichtigung der Eigenschaften der zugeführten Flüssigkeiten entworfen und hergestellt.

Sie weisen insbesondere eine mechanische und eine chemische Widerstandsfähigkeit gegen diese Flüssigkeiten.

Art. 5 - Der Boden des Raumes, in dem Waschmaschinen stehen, ist mit einem undurchlässigen und rutschfesten Belag versehen, der ein ausreichendes und regelmäßiges Gefälle aufweist, das zu einem mit dem Ableitungskreis des Industrieabwassers verbundenen Abwassersammler führt.

Art. 6 - Wenn Rohrleitungen die Wand eines Auffangbeckens durchdringen, insbesondere so wie in Artikel 8 erwähnt, wird die Undurchlässigkeit dieses Auffangbeckens gewahrt.

Art. 7 - Die Rohrleitungen, die Waschlaugen enthalten können, bleiben auf deren vollen Länge sichtbar, so dass eine visuelle Kontrolle möglich ist.

Ist diese Bedingung nicht erfüllt, so werden Sondermaßnahmen getroffen, um die Undurchlässigkeit der Rohrleitungen zu sichern.

Art. 8 - Die notwendigen Maßnahmen werden getroffen, um das Eindringen der unfallbedingt ausgelaufenen Flüssigkeiten in den Boden zu vermeiden. Insbesondere Folgendes ist vorzusehen:

1° die Waschlaugen enthaltenden Behälter sind in ein Auffangbecken zu stellen, das die Flüssigkeiten, die sie enthalten können, nicht durchlässt, oder eine Vorrichtung zum Auffangen der Flüssigkeiten ist vorzusehen;

2° die Wände des Auffangbeckens weisen eine mechanische Widerstandsfähigkeit und eine chemische Trägheit den Flüssigkeiten gegenüber;

3° das Fassungsvermögen des Auffangbeckens muss mindestens so groß wie das Fassungsvermögen des größten der dort stehenden Behälter sein;

4° die Füllöffnungen, Pumpen, Schieber, ... müssen nach Möglichkeit in oder über einem undurchlässigen Auffangbecken oder einer Vorrichtung zum Auffangen der Flüssigkeiten befindlich sein.

KAPITEL III — *Bewirtschaftung*

Art. 9 - Jede Aktivität findet in einem geschlossenen Raum statt, außer wenn logistischen Erfordernissen genügt werden muss.

Art. 10 - Jegliche sogar vorübergehende Lagerung von Wäsche draußen ist verboten.

KAPITEL IV — *Unfall- und Brandverhütung*

Art. 11 - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeder Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, die die Gefahr eines Brandes bzw. seiner Ausweitung ändern können, erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt zu treffenden Maßnahmen und in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung einzusetzenden Ausrüstungen.

Art. 12 - Löschsysteme, die der Brandart angepasst sind, die entstehen kann, werden auf der Ebene der Trocknungsanlagen installiert.

Art. 13 - Vorsichtsmaßnahmen werden getroffen, um unfallbedingte Ableitungen bei leckenden Lagern von flüssigen Waschlaugen zu vermeiden.

Art. 14 - Eine für die Lagerflächen reservierte Abwasserrohrleitung wird installiert und entweder an ein nicht mit der aufnehmenden Umgebung verbundenes Becken oder an ein unter dem Produktbehälter befindliches Auffangbecken angeschlossen.

Art. 15 - Der Zugang zu den Wäsche oder Waschlaugen enthaltenden Räumen ist Unbefugten verboten.

Art. 16 - Der Betreiber verfügt stets über alle Produkte oder Stoffe wie Gewebefilter, Neutralisierungsprodukte, flüssige Hemmstoffe, Absorptionsmittel, um die Umwelt bei einem Unfall zu schützen.

KAPITEL V — *Wasser**Abschnitt 1 — Wasserentnahmestelle*

Art. 17 - Um den Wasserverbrauch zu begrenzen, wird die Möglichkeit der Wiederverwendung oder der Wiederverwertung des Wassers nach dessen Benutzung ermittelt und bewertet, dies unter Berücksichtigung der Kosten, der Normen in Bezug auf die interne Wiederverwendung und der Zusammensetzung des Abwassers.

Maßnahmen zur Verringerung des Verbrauchs werden im Bereich der Wäschereien getroffen; sie betreffen insbesondere:

1° die Verwendung von programmierbaren Maschinen, die es möglich macht, den Wasser- und Waschlaugenverbrauch an die für eine wirksame Säuberung notwendigen Mengen anzupassen;

2° das Installieren eines Maschinentyps, dessen Leistungsfähigkeit dem Gewicht der behandelten Wäsche entspricht, so dass die verbrauchten Mengen verringert werden;

3° jede andere gleichwertige Technologie.

Abschnitt 2 — Wasserableitungen

Art. 18 - Die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 3. August 1976 zur allgemeinen Regelung über die Ableitung des Abwassers in das gewöhnliche Oberflächenwasser, die öffentliche Kanalisation und die künstlichen Abflusswege für Regenwasser sind nicht auf das vorliegende Kapitel anwendbar.

Art. 19 - Der Betreiber der Abwasserableitungen verursachenden Betriebe trifft Maßnahmen, um das Abwasser je nach Art d.h. Industrieabwasser, Haushaltsabwasser und Regenabwasser zu trennen.

Art. 20 - Das in gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitete Industrieabwasser entspricht folgenden Bedingungen:

1° der pH-Wert liegt zwischen 6,5 und 9. Wenn das abgeleitete Abwasser aus der Verwendung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers als Grenzwert des pH des abgeleiteten Wassers angenommen werden, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt;

2° der BSB5-Gehalt darf 100 mgO₂/l für die Ableitungen von 120 kg BSB5 pro Tag oder mehr vor der Klärung nicht übertreffen. Für Ableitungen von weniger als 120 kg BSB5 pro Tag vor der Klärung darf der BSB5-Gehalt 150 mg/l nicht übertreffen;

3° der CSB-Gehalt darf 700 mgO₂/l für die Ableitungen von 1 500 kg CSB pro Tag oder mehr vor der Klärung nicht übertreffen. Für Ableitungen von weniger als 1500 kg CSB pro Tag vor der Klärung darf der CSB-Gehalt 1 000 mgO₂/l nicht übertreffen;

4° der Gehalt an Schwebstoffen darf 100 mg/l nicht übertreffen;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen darf 0,5 ml/l nicht übertreffen;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen, die mit einem zugelassenen und mit den Infrarot- oder Chromatographieanalysemethoden vereinbaren Lösungsmittel extrahierbar sind, darf 5 mg/l nicht übertreffen;

7° der Gehalt an totalen Detergenzien darf 15 mg/l nicht übertreffen;

8° die Temperatur darf 30°C nicht übertreffen;

9° der Gehalt an totalem Phosphor darf 15 mg/l nicht übertreffen;

10° was die Betriebe mit einer installierten Produktionskapazität von mehr als 107 Tonnen pro Tag betrifft, darf der Gehalt an Kjeldahl-Stickstoff 50 mg/l nicht übertreffen;

11° was die Betriebe mit einer installierten Produktionskapazität von mehr als 107 Tonnen pro Tag vor der Klärung betrifft, darf der Gehalt an totalem Stickstoff 50 mg/l nicht übertreffen;

12° der Gehalt an AOX darf folgende Werte nicht übertreffen:

- a) 18g/Tonne für das Waschen der Wäsche aus Krankenhäusern und Pflegeheimen,
- b) 40g/Tonne für das Waschen der Arbeitskleidung der Betriebe aus dem Sektor der Land- und Ernährungswirtschaft.

Diese Bestimmungen gelten nicht:

- a) wenn all die durch diese Maßnahme betroffene Wäsche weniger als 10% der ganzen durch den Betrieb behandelten Wäsche beträgt;
- b) wenn der Betrieb die Anwendung einer Technologie beweist, die die Gefahr der Ableitung von Organohalogenverbindungen eliminiert;
- c) im Falle einer Seuche, die eine angemessene Behandlung erforderlich macht.

Die Messungen werden auf Mustern vorgenommen, die proportional zur Abflussmenge während eines Zeitraums von zwei Stunden entnommen werden

13° was das Waschen von Arbeitskleidung betrifft, die nicht unter 12° erwähnt wird, dürfen die Durchschnittsgehalte einer proportional zur Abflussmenge während eines Zeitraums von zwei Stunden entnommenen Probe folgende Werte nicht übertreffen:

- AOX: 2 mg/l,
- Totales Kupfer: 0,5 mg/l,
- Totales Chrom: 0,5 mg/l,
- Totales Nickel: 0,5 mg/l,
- Totales Blei: 0,5 mg/l,
- Totales Kadmium: 0,1 mg/l,
- Totales Quecksilber: 0,05 mg/l,
- Totales Zink: 2 mg/l,
- Totales Arsen: 0,1 mg/l;

14° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 des Wassergesetzbuches erwähnten gefährlichen Stoffe nicht enthalten, wenn keine ausdrückliche Genehmigung erteilt worden ist.

Art. 21 - Das in die öffentliche Kanalisation abgeleitete Industrieabwasser entspricht folgenden Bedingungen:

- 1° der pH-Wert muss zwischen 6,5 und 10,5 liegen;
- 2° der Gehalt an CSB darf 3 000 mgO₂/l nicht übertreffen;
- 3° der Gehalt an SS darf 1 000 mg/l nicht übertreffen;
- 4° der Gehalt an totalen Detergenzien darf 120 mg/l nicht übertreffen;
- 5° die Temperatur darf 45°C nicht übertreffen;
- 6° die Größe der Schwebstoffe darf 10 mm nicht übertreffen;
- 7° der Gehalt an mit Petrolether extrahierbaren Stoffen darf 500 mg/l nicht übertreffen;
- 8° das abgeleitete Wasser darf die in den Artikeln R.131 bis R.141 des Wassergesetzbuches erwähnten Stoffe nicht enthalten, wenn keine ausdrückliche Genehmigung erteilt worden ist.

Art. 22 - Das Referenzvolumen, das bei der Berechnung der in den Artikeln 20 und 21 erwähnten Normen für die Ableitung in Oberflächenwasser oder in die Kanalisation angewandt wird, wird wie folgt berechnet:

- 1° für Betriebe, die mit einem kontinuierlichen System arbeiten, beträgt das Wasserreferenzvolumen 15 abgeleitete Liter Wasser pro kg gewaschene Wäsche;
- 2° für Betriebe, die mit einem diskontinuierlichen System arbeiten, beträgt das Wasserreferenzvolumen 30 abgeleitete Liter Wasser pro kg gewaschene Wäsche;
- 3° für das Färben von neuer Wäsche beträgt das Wasserreferenzvolumen 30 abgeleitete Liter Wasser pro kg gefärbte Wäsche;
- 4° für Betriebe, deren spezifisches Volumen kleiner bzw. größer als das spezifische Referenzvolumen ist, sind die Werte des vorliegenden Erlasses im gleichen Verhältnis zu erhöhen und zu verringern.

Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die mikrobiologischen Parameter (mit Ausnahme des BSB), den pH-Wert, die Temperatur, den Geschmack, die Farbe und den Geruch.

KAPITEL VI — Luft

Art. 23 - Die Brüdenemissionen und die anderen Ausdünstungen werden, dort wo sie entstehen, abgesaugt.

Art. 24 - Die Ableitungen von Aerosolen, Staub, Rauch, Gasen, Dämpfen, Brüden, Gerüchen und anderen Ausdünstungen in die Atmosphäre finden in ausreichender Höhe und Entfernung statt, damit eine gute Streuung gesichert ist.

Zu diesem Zweck befindet sich die Ableitungsöffnung:

- 1° entweder auf einer Höhe, die die Dachfirst eines jeden in einem Umkreis von 10 Metern ab dem Rauchabzug stehenden Gebäudes um mindestens ein Meter überragt. In diesem Fall ist das Rohr fest mit dem Gebäude verbunden, dies eventuell mit Ausnahme seines oberen Teils, der auf einer Höhe von 3 Metern freitragend sein kann, wenn seine Widerstandsfähigkeit gegen den Wind ausreichend ist;
- 2° oder in einer waagrecht gemessenen Entfernung von mindestens 10 Metern ab jeder Öffnung (Tür, Fenster) von Wohnräumen.

KAPITEL VII — *Schwingungen*

Art. 25 - Die notwendigen Vorsichtsmaßnahmen werden getroffen, damit die Schwingungen, die durch den allgemeinen Betrieb der Maschinen bzw. jeder anderen Vorrichtung oder durch eingesetzte Arbeitsverfahren verursacht werden könnten, die Stabilität der Gebäude nicht beeinträchtigen können.

Notfalls werden den Lärm und die Schwingungen dämpfende Stoffe oder Vorrichtungen wie doppelte Wände, Futtermauern, Einschnitte oder jedes andere System verwendet, um diese Belästigungen zu verringern.

KAPITEL VIII — *Abfälle*

Art. 26 - Das Verbrennen der Abfälle ist verboten.

Art. 27 - Die Rückstände aus dem Filtern des Abwassers und der Klärschlamm werden in undurchlässigen Behältern gelagert.

KAPITEL IX — *Kontrolle und Überwachung*

Art. 28 - Die unfallbedingte Ableitung in Oberflächenwasser wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten mitgeteilt.

Die unfallbedingte Ableitung in die Kanalisation wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und der Interkommunale mitgeteilt.

Art. 29 - Die folgenden Angaben werden im Register der Abfälle festgehalten, dies einschließlich der als Abfall entsorgten verbrauchten Textilien und des Klärschlamm:

1° die Menge des gesammelten Abfalls und dessen Erkennungscode;

2° das Datum des Abtransports des Abfalls;

3° die Identität des zugelassenen Sammlers;

4° die Methode und der Standort der Entsorgung bzw. Verwertung der Abfälle oder die Identität des registrierten Sammlers, dem diese Abfälle übermittelt worden sind.

Art. 30 - Der Betreiber muss auf jeden Antrag des mit der Überwachung beauftragten Beamten den Beweis des Abtransports dieser Abfälle erbringen. Zu diesem Zweck bewahrt der Betreiber den Beweis des Abtransports der Abfälle in der Anlage zum Register auf.

KAPITEL X — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 31 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die bei seinem Inkrafttreten bestehenden Betriebe.

In Abweichung von Absatz 1:

1° findet Artikel 5 keine Anwendung auf die bestehenden Betriebe;

2° finden die Artikel 24 und 25 spätestens am 1. Januar 2009 auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

Art. 32 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 33 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 7. Juli 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 1819

[2005/201988]

7 JULI 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden betreffende industriële wasserijen, ververijen, wasserettes, behandeling van wasgoed, reiniging van kleding en andere textielen ten behoeve van particulieren met uitzondering van chemisch reinigen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 7, 8 en 9;

Gelet op het advies 37.458/2/V van de Raad van State, gegeven op 19 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Deze voorwaarden zijn van toepassing op de industriële wasserijen, ververijen, wasserettes, behandeling van wasgoed, reiniging van kleding en andere textielen ten behoeve van particulieren met uitzondering van chemisch reinigen, bedoeld in de rubrieken 93.01.01.01 en 93.01.01.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

1° wasmiddelen : elk vloeibaar of vast middel gebruikt voor het wassen van linnen;

2° vloeistof : product dat, tegen de standaardvoorwaarden, met name 20 °C en 1 bar absoluut, niet gasachtig is en waarvan de dynamische viscositeit lager of gelijk is aan 5 000 mPa.s;

3° vast lichaam : product dat, tegen de standaardvoorwaarden, met name 20 °C en 1 bar absoluut, waarvan de dynamische viscositeit hoger is dan 5 000 mPa.s;

4° CZV : het chemisch zuurstofverbruik;

5° BZV : het biochemisch zuurstofverbruik;

6° AOX : aan actieve koolstof adsorbeerbaar organisch gebonden halogeen;

7° ZS : zwevende stoffen;

8° bestaande inrichting : elke inrichting die behoorlijk vergund was vóór de inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de exploitatie gedekt is door een vergunning afgegeven als gevolg van een aanvraag ingediend vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning alsook elke inrichting waarvoor een vergunningsaanvraag werd ingediend tussen de inwerkingtreding van voornoemd decreet van 11 maart 1999 en de inwerkingtreding van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

Art. 3. De lokalen van de inrichting zijn gebouwd van harde materialen die waterdicht zijn tegen dampemissies en andere wasems.

Art. 4. De leidingen, pompen, afsluiters en andere accessoires, o.a. voor de voorziening van wasmachines met wasmiddelen en voor de verwerking van afvalwater, worden ontworpen en vervaardigd naar gelang van de kenmerken van de vervoerde vloeistoffen.

Ze hebben onder andere een voldoende mechanisch en chemisch weerstandsvermogen.

Art. 5. De bodem van het lokaal waar wasmachines zich bevinden, is voorzien van een waterdichte en antislipbekleding met een geschikte en regelmatige helling naar een collector aangesloten op het afvoercircuit van het industrieel afvalwater.

Art. 6. Als buizen door de wand van een inkuiping moeten lopen, met name die waarvan sprake in artikel 8, wordt de doorboring uitgevoerd zodat de dichtheid van de inkuiping gewaarborgd blijft.

Art. 7. De leidingen die wasmiddelen kunnen bevatten, zijn zichtbaar over hun hele traject om visueel onderzoek mogelijk te maken.

Indien die voorwaarde niet nageleefd kan worden, worden bijzondere maatregelen genomen om de dichtheid van de leidingen te waarborgen.

Art. 8. De nodige maatregelen worden getroffen om te voorkomen dat vloeistoffen die per ongeluk uit de apparaten lekken, in de grond doordringen. Daartoe :

1° worden de tanks met wasmiddelen geplaatst in een inkuiping waaruit geen vloeistoffen kunnen lekken of wordt voorzien in een stelstel om die vloeistoffen op te vangen;

2° hebben de wanden van de inkuiping een voldoende mechanisch weerstandsvermogen en chemische inertie t.o.v. bedoelde vloeistoffen;

3° is de capaciteit van de inkuiping minstens gelijk aan die van de grootste kuip die daar gelegen is;

4° worden de vulopeningen, pompen, schuiven, ...voorzover mogelijk aangebracht in of boven een waterdichte inkuiping of stelstel voor de opvang van de vloeistoffen.

HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

Art. 9. Alle activiteiten worden verricht in een gesloten lokaal behalve om te voldoen aan logistieke vereisten.

Art. 10. Elke buitenopslag, zelfs tijdelijk, van wasgoed is verboden.

HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

Art. 11. Vóór de uitvoering van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die gevaar voor brand en brandverspreiding inhouden, pleegt de uitbater via de burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding en over de uitrustingen waarin voorzien moet worden met het oog op de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

Art. 12. Aangepaste brandblussystemen worden geïnstalleerd op het niveau van de drogingsinstallaties.

Art. 13. Voorzorgen worden genomen ter voorkoming van toevallige lozingen in geval van lekkage van vloeibare wasmiddelen uit de voorraden.

Art. 14. Een rioolleiding bestemd voor opslagplaatsen wordt aangelegd en aangesloten hetzij op een bak niet verbonden met het ontvangende milieu, hetzij met een opvangbak onder de kuip.

Art. 15. De toegang tot de lokalen waar wasgoed of wasmiddelen zijn opgeslagen, is verboden voor het niet-toegelaten publiek.

Art. 16. De exploitant beschikt steeds over alle soorten producten of stoffen zoals mouwfilters, neutralisatieproducten, remvloeistoffen of absorberende stoffen ter bescherming van het milieu bij ongeval.

HOOFDSTUK V. — *Water**Afdeling 1. — Waterwinning*

Art. 17. Ter beperking van het waterverbruik worden de mogelijkheden van hergebruik of recyclage van het water onderzocht en geëvalueerd volgens de kosten, de normen van het interne hergebruik en de samenstelling van het afvalwater.

Maatregelen ter beperking van het verbruik in wasserijen worden getroffen met o.a. :

1° het gebruik van programmeerbare machines waarbij het water- en wasmiddelverbruik wordt afgestemd op de vereiste hoeveelheden die voor een efficiënte reiniging vereist zijn;

2° de installatie van een categorie machines waarvan de capaciteit in verhouding staat met het gewicht van het behandelde wasgoed met het oog op een vermindering van het verbruik;

3° elke andere gelijkwaardige technologie.

Afdeling 2. — Waterlozingen

Art. 18. De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, zijn niet van toepassing op dit hoofdstuk.

Art. 19. De exploitant van instellingen die afvalwater lozen, neemt maatregelen om de verschillende stromen van industrieel en huishoudelijk afvalwater en van verontreinigd hemelwater te scheiden.

Art. 20. Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater wordt geloosd, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° het gehalte aan BZV5 mag niet hoger zijn dan 100 mgO₂/l voor lozingen van 120kg BZV5 of meer per dag vóór zuivering. Voor lozingen lager dan 120 kg BZV5 per dag vóór zuivering mag de BZV5 niet hoger zijn dan 150 mg/l;

3° het gehalte aan CZV mag niet hoger zijn dan 700 mgO₂/l voor lozingen van 1 500 kg CZV of meer per dag vóór zuivering. Voor lozingen lager dan 1 500 kg CZV per dag vóór zuivering mag de CZV niet hoger zijn dan 1 000 mgO₂/l;

4° het gehalte aan zwevende stoffen bedraagt hoogstens 100 mg/l;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen bedraagt hoogstens 0,5 ml/l;

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen die extraheerbaar zijn d.m.v. een toegelaten oplosmiddel, verenigbaar met de infra-rode methode of met de gaschromatografie, mag niet hoger zijn dan 5 mg/l;

7° het gehalte aan totaal detergenten bedraagt hoogstens 15 mg/l;

8° de temperatuur bedraagt hoogstens 30 °C;

9° het gehalte aan totaal fosfor bedraagt hoogstens 15 mg/l;

10° voor instellingen met een geïnstalleerde productiecapaciteit hoger dan 107 ton per dag mag het gehalte aan N-Kjeldahl niet hoger zijn dan 50 mg/l;

11° voor instellingen met een geïnstalleerde productiecapaciteit hoger dan 107 ton per dag vóór zuivering mag het gehalte aan totaal stikstof niet hoger zijn dan 50 mg/l;

12° het gehalte aan AOX bedraagt hoogstens :

a) 18g/ton voor het wassen van ziekenhuis- en bejaardenwas,

b) 40g/ton voor het reinigen van werkwas van agrovoedingsbedrijven.

Deze bepalingen zijn niet van toepassing :

a) indien het geheel van het betrokken wasgoed lager is dan 10 % van het geheel van het door de instelling behandelde wasgoed;

b) indien de instelling bewijst dat zij gebruik maakt van een technologie zonder risico van lozing van organohalogeenvbindingen;

c) in geval van epidemie die een geschikte behandeling vereist.

De metingen worden verricht op monsters genomen naar verhouding tot het debiet tijdens een periode van twee uur;

13° voor het reinigen van andere werkwas dan die bedoeld in 12° mogen de gemiddelde gehalten van een monster genomen naar verhouding tot het debiet tijdens een periode van twee uur niet hoger zijn dan volgende waarden :

AOX : 2 mg/l,

Totaal koper : 0,5 mg/l,

Totaal chroom : 0,5 mg/l,

Totaal nikkel : 0,5 mg/l,

Totaal lood : 0,5 mg/l,

Totaal cadmium : 0,1 mg/l,

Totaal kwik : 0,05 mg/l,

Totaal zink : 2 mg/l,

Totaal arseen : 0,1 mg/l;

14° zonder uitdrukkelijke vergunning mag het geloosde water de in artikelen R.131 tot R.141 van het Waterwetboek bedoelde gevaarlijke stoffen niet bevatten.

Art. 21. Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 10,5;

2° het gehalte aan CZV bedraagt hoogstens 3 000 mgO₂/l;

3° het gehalte aan ZS bedraagt hoogstens 1 000 mg/l;

4° het gehalte aan totaal detergenten bedraagt hoogstens 120 mg/l;

5° de temperatuur bedraagt hoogstens 45 °C;

6° de grootte van de zwevende stoffen bedraagt hoogstens 10 mm;

7° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen bedraagt hoogstens 500 mg/l;

8° zonder uitdrukkelijke vergunning mag het geloosde water de in artikelen R.131 tot R.141 van het Waterwetboek bedoelde gevaarlijke stoffen niet bevatten.

Art. 22. Het referentievolume toegepast voor de berekening van de in artikelen 20 en 21 bedoelde normen voor lozingen in oppervlaktewater of in rioleringen bedraagt :

1° voor instellingen die werken met een continu systeem bedraagt het referentievolume 15 l geloosd water per kg gereinigd wasgoed;

2° voor instellingen die werken met een discontinu systeem bedraagt het referentievolume 30 l geloosd water per kg gereinigd wasgoed;

3° voor het verven van nieuw wasgoed bedraagt het referentievolume 30 l geloosd water per kg geleverd wasgoed;

4° voor de instellingen waarvan het specifieke volume lager of hoger is dan het specifieke referentievolume, worden de waarden van dit besluit verhoogd of verminderd naar dezelfde verhouding.

Deze bepaling is niet van toepassing op de microbiologische parameters (BZV uitgezonderd), de pH, de temperatuur, de smaak, de kleur en de geur.

HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

Art. 23. Dampemissies en andere wasems worden aangezogen op de plaats waar ze zijn voortgebracht.

Art. 24. Aërosols, stof, rook, gas, stoom, damp, geur en andere wasems worden in de lucht geloosd op een voldoende hoogte en afstand met het oog op een goede dispersie.

Met dat doel :

1° hetzij loopt de lozingsopening uit op een hoogte die minstens 1 meter hoger is dan de top van het dak van elk gebouw gelegen binnen een straal van 10 meter van de schoorsteen. In dit geval wordt de leiding stevig vastgemaakt aan het gebouw, behalve eventueel het bovenste deel dat op een hoogte van 3 meter vrij kan zijn mits het voldoende windbestendig is;

2° hetzij loopt de lozingsopening uit op een horizontaal gemeten afstand van ten minste 10 meter van elke opening (deur, venster) van woonlokalen.

HOOFDSTUK VII. — *Trilling*

Art. 25. De noodzakelijke voorzorgen worden genomen om de stabiliteit van de constructiewerken te beschermen tegen trillingen die kunnen worden veroorzaakt door de werking van de machines of elk ander systeem of door de uitgevoerde werkwijzen.

Zonodig worden stoffen of systemen gebruikt om geluiden en trillingen te dempen zoals dubbele wanden, steunmuren, geulen of elk ander systeem.

HOOFDSTUK VIII. — *Afvalstoffen*

Art. 26. De verbranding van afvalstoffen is verboden.

Art. 27. Filterresiduen van afvalwater en zuiveringsslib worden opgeslagen in waterdichte tanks.

HOOFDSTUK IX. — *Controle en toezicht*

Art. 28. Toevallige lozingen in oppervlaktewater worden meegedeeld aan de toezichthoudende ambtenaar.

Toevallige lozingen in rioleringen worden meegedeeld aan de toezichthoudende ambtenaar en aan de Intercommunale.

Art. 29. De volgende aanwijzingen worden opgenomen in het register van afvalstoffen, met inbegrip van de afgewerkte textielen die als afvalstoffen verwijderd zijn en het zuiveringsslib :

1° de hoeveelheid opgehaalde afval en zijn identificatiecode;

2° de datum van verwijdering van de afvalstoffen;

3° de identiteit van de erkende ophaler;

4° de methode en de site voor de verwijdering of nuttige toepassing van de afvalstoffen of de identiteit van de geregistreerde ophaler aan wie die afvalstoffen zijn afgestaan.

Art. 30. De exploitant moet het bewijs leveren van de verwijdering van de afvalstoffen op elke aanvraag van de toezichthoudende ambtenaar. Daartoe behoudt de exploitant het bewijs van genoemde verwijdering in bijlage bij het register.

HOOFDSTUK X. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 31. Dit besluit is van toepassing op de instellingen die bestonden vóór zijn inwerkingtreding.

In afwijking van het eerste lid :

1° is artikel 5 niet van toepassing op bestaande instellingen;

2° zijn de artikelen 24 en 25 van toepassing op bestaande instellingen tot uiterlijk 1 januari 2009.

Art. 32. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 33. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 juni 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 1820

[2005/201989]

**7 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon
déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en « vrac »**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis 37.452/2/V du Conseil d'Etat, donné le 19 juillet 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux dépôts de gaz butane et/ou propane et leurs mélanges comprimés, liquéfiés ou maintenus dissous sous une pression supérieure à 100 kPa ou 1 bar en réservoirs fixes non réfrigérés lorsque le volume total des réservoirs est inférieur ou égal à 3 000 l pour les réservoirs aériens et à 5 000 l pour les réservoirs enterrés visés par la rubrique 63.12.07.01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Art. 2. Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1° réservoir : ensemble constitué d'un récipient équipé de ses accessoires de sécurité et de ses accessoires sous pression tel que défini à l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant l'exécution de la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 mai 1997 relative au rapprochement des législations des Etats membres concernant les équipements sous pression;

2° réservoir fixe : réservoir destiné à contenir des gaz et qui est alimenté sans être déplacé;

3° réservoir aérien : réservoir situé en totalité au-dessus du sol environnant et dont l'enveloppe extérieure est en contact avec l'air;

4° réservoir enterré : réservoir dont la totalité de l'enveloppe extérieure est en contact avec la terre environnante excepté le puits;

5° dépôt : stockage constitué par un ou plusieurs réservoirs fixes contenant du gaz;

6° capacité du dépôt : la capacité totale en litres d'eau des réservoirs mis en dépôt;

7° zone de sécurité : zone comprise au-delà du réservoir et délimitée par un cercle de trois mètres de rayon centré sur la soupape de sécurité ou sur la chambre de visite;

8° périmètre de sécurité : zone située à l'intérieur d'un périmètre distant de 3 mètres par rapport au réservoir ou de la chambre de visite;

9° écran de sécurité : écran destiné à protéger le dépôt d'un incendie extérieur ou de l'allumage d'un nuage de gaz en cas de fuite du réservoir;

10° organisme notifié : organisme notifié conformément à l'arrêté royal du 31 mars 1995 concernant l'agrément des organismes qui sont notifiés à la Commission des Communautés européennes pour l'application de certaines procédures d'évaluation de conformité;

11° service extérieur de contrôle technique (SECT) : service agréé conformément à l'arrêté royal du 29 avril 1999 concernant l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail;